

Adresse du Canada à la COP 28 en réponse à l'exhortation apostolique *Laudate Deum* du Pape François.

Cher Ambassadeur Stewart,

Alors que de grands pans du territoire canadien ont brûlé en raison des incendies qui ont fait rage l'été dernier, délogeant des populations, détruisant des écosystèmes, et rejetant des nuages de fumée dans l'air, et que le monde subit les impacts extrêmes des changements climatiques dans chaque région du globe, nous, au Mouvement Laudato Si', en tant que mouvement international, voulons encourager le Canada à « penser au bien commun et à l'avenir de leurs enfants, plutôt qu'aux intérêts circonstanciels de certains pays ou entreprises » lorsque vient le temps de prendre et d'implanter des mesures urgentes et audacieuses pour résoudre la crise climatique (*Laudate Deum*, no. 60).

Le Canada a effectué plusieurs pas vers l'avenir en réalisant des progrès réels en relation avec la crise écologique, grâce entre autres à l'introduction de réglementations pour l'usage d'énergies propres et la réduction des émissions de 6.5% depuis 2005 ([Réseau action climat](#), 2023). Nous saluons ces importantes marques de progrès.

Toutefois, nous reconnaissons également que beaucoup de travail urgent reste à faire afin de créer non seulement un Canada, mais aussi un monde où il fait bon vivre. Le Canada continue d'avoir un impact disproportionné sur la crise climatique tout particulièrement en ce qui a trait aux réglementations et politiques relatives à la déforestation, l'exploitation minière et l'extraction des combustibles fossiles, sur le territoire du Canada et ailleurs. Les entreprises canadiennes continuent d'ajouter de nouveaux chapitres à l'histoire du colonialisme en étendant l'exploration et l'exploitation minières et des combustibles fossiles, portant de ce fait atteinte au climat, aux écosystèmes et aux communautés. Ces actions causent à l'échelle globale, des maux dont les effets sont difficiles à mesurer. Nous devons plutôt rechercher « un environnement sain [qui] est aussi le produit de l'interaction de l'homme avec l'environnement, comme c'est le cas des cultures indigènes et comme cela a été le cas durant des siècles dans différentes régions du monde » (*Laudate Deum*, no. 27).

De concert avec les communautés catholiques de tout le pays, nous requérons du gouvernement canadien qu'il prenne les engagements suivants, reflétant la nécessité d'agir rapidement en reconnaissant pleinement que nous nous trouvons présentement dans une situation d'urgence climatique ([Campagne foi-en-action de Pour l'amour de la création](#)) :

1. Faire passer l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 40-45% par rapport aux niveaux de 2005 à 60% d'ici 2030. Plutôt que de diminuer, les émissions de gaz à effet de serre produites par l'industrie canadienne des combustibles fossiles continuent d'augmenter, confirmant les propos tenus par le Pape François dans *Laudate Deum* : « La transition nécessaire vers les énergies propres comme les énergies éolienne et solaire, en abandonnant les combustibles fossiles, ne vas pas assez vite » (no. 55).



Les ambitions climatiques du Canada doivent être plus élevées; en mettant fin au forage et à l'extraction exploratoires, au moyen d'une période équitable de réduction et de transition. Le Canada doit œuvrer de toute urgence à la production et à l'implantation de politiques visant des secteurs clés, en établissant des réglementations pour l'usage d'énergies propres, des standards pour la production de véhicules sans émissions, une stratégie verte de construction de bâtiments, en investissant dans les services de transport en commun, et en orientant le secteur financier vers les émissions nettes nulles. L'adoption d'une approche basée sur les connaissances scientifiques pour mettre fin à l'exploration et l'exploitation des combustibles fossiles et l'implantation d'une période équitable de transition vers les énergies propres à la fois « efficaces, contraignantes et facilement contrôlables », s'avèrent absolument nécessaires pour atteindre cet objectif (*Laudate Deum*, no. 59).

2. Augmenter le soutien à l'adaptation climatique de 40% à au moins 50% des sommes actuellement dédiées au financement international de la lutte contre les changements climatiques, ce qui correspond aux exigences de l'Accord de Paris. Le Canada doit s'assurer que le financement international est sensible aux problématiques de genre, respecte les droits des communautés autochtones tels que stipulés dans la Déclaration de l'Organisation des nations unies sur les droits des peuples autochtones, et basé sur des subventions.

3. Octroyer de nouveaux fonds publics pour permettre au Canada d'assumer sa juste part de responsabilité pour les pertes et dommages encourus par l'hémisphère sud en raison de la crise climatique. Ces fonds ne devraient pas faire partie des sommes déjà attribuées pour financer la réduction ou l'adaptation aux changements climatiques ou le soutien officiel au développement.

Les ressources naturelles et leur exploitation exercent une forme de contrôle sur la dette étrangère. La crise climatique incite la communauté internationale à repenser la notion d'inéquité. La dette écologique de l'hémisphère nord à l'égard de l'hémisphère sud doit être révélée, reliée aux impacts environnementaux du déséquilibre commercial et de l'usage disproportionné des ressources naturelles par certains pays durant de très longues périodes. Nous devons tous avoir l'opportunité d'être les architectes de notre propre futur !

La création souffrante nous interpelle, et nous en subissons tous les conséquences, les groupes marginalisés étant les plus affectés (voir *Laudato Si'*, no. 2). Plutôt que de répondre à ce cri avec empressement, compassion et audace, comme il se doit, nous avons trop fréquemment favorisé la croissance incessante et l'augmentation des marges de profit au détriment de notre terre nourricière et de notre famille humaine. Ainsi que le Pape François l'écrit à propos du processus relatif à la Conférence des États signataires (COP) : « les négociations internationales ne peuvent pas avancer de manière significative en raison de la position des pays qui mettent leurs intérêts nationaux au-dessus du bien commun général. Ceux qui souffriront des conséquences que nous tentons de dissimuler rappelleront ce manque de conscience et de responsabilité » (*Laudate Deum*, no. 52). Nous prions pour vous, afin que vous puissiez entrer dans l'histoire pour être intervenu « lorsqu'il était urgent et nécessaire de le faire » (*Laudate Deum*, no. 60). Le temps est maintenant venu pour le Canada, lors de la COP 28, de faire montre de leadership courageux pour changer le cours des choses s'agissant de la crise climatique.

- Extrait du Dialogue exploratoire des membres régionaux du Mouvement Laudato Si', tenu le 25 octobre 2023.